

Migrants : Angela Merkel de plus en plus critiquée

La chancelière est contestée jusqu'au sein de son parti et sa popularité est en nette baisse

BERLIN - correspondant

Toujours favorable à l'accueil des migrants, Angela Merkel doit faire face à de plus en plus de critiques en Allemagne. Les responsables politiques de tous bords s'inquiètent du retournement de l'opinion. Selon un sondage paru le 2 octobre, 44 % des Allemands pensent désormais que « l'immigration a plutôt des inconvénients ». Plus 11 points par rapport à début septembre. Ils ne sont plus que 35 % à juger qu'elle présente « plutôt des avantages » (moins 10 points). Le mouvement anti-islam Pegida, qui s'était essouffé au printemps, a repris de la vigueur depuis début septembre en réunissant plusieurs milliers de manifestants tous les lundis à Dresde.

Selon le quotidien *Bild* qui citait lundi 5 octobre « un document secret » émanant d'un fonctionnaire, 1,5 million de réfugiés pouraient cette année chercher à demander l'asile à l'Allemagne. Deux fois plus que les estimations officielles. Rien qu'en septembre, la Bavière a accueilli plus de 270 000 demandeurs d'asile, autant que toute l'Allemagne en 2014. Alors que les bagarres se multiplient entre migrants à l'intérieur même de foyers surpeuplés, plusieurs Etats-régions envisagent désormais de réquisitionner des logements libres à l'approche de l'hiver.

« Cohésion de la société »

Après l'Union chrétienne-sociale (CSU) bavaroise, les sociaux-démocrates (SPD) critiquent à leur tour l'ouverture des frontières sans limite aux réfugiés venus de pays en guerre. Sigmar Gabriel, président du Parti social-démocrate et vice-chancelier, juge que « nous devons absolument parvenir à réduire sensiblement l'année prochaine le nombre de réfugiés en Allemagne ». Pour lui, il en va de « la cohésion de la société allemande ».

Thomas Oppermann, président du groupe parlementaire SPD, es-

time même qu'« il y a des limites à la capacité d'accueil ». Un discours qui ressemble à celui de Horst Seehofer. Pour le président de la CSU, M^{me} Merkel doit reconnaître que « nos capacités d'accueil ont atteint leurs limites ». Même les barons de la CDU sont de cet avis. Lundi 5 octobre, Thomas de Maizière, le ministre de l'intérieur, a jugé que « nous devons limiter le nombre [de réfugiés] et trouver un équilibre ». La veille, Wolfgang Schäuble, le ministre des finances, mais aussi ancien ministre de l'intérieur, s'était exprimé dans le même sens.

Ce n'est pourtant pas ce que dit la chancelière. Dans un entretien accordé à la radio Deutschlandfunk,

le 4 octobre, elle a multiplié les déclarations indiquant qu'elle n'entendait pas mener une politique d'accueil plus restrictive, même si elle attendait de ses partenaires européens qu'ils prennent davantage leurs responsabilités.

Revenant sur sa décision du 4 septembre d'accueillir sans réserve les réfugiés bloqués en Hongrie – une « erreur » pour la CSU –, Angela Merkel a affirmé : « Je ferais la même chose aujourd'hui ». Elle a même multiplié les déclarations humanistes : « Je crois qu'on devait accueillir amicalement les personnes qui, pour la plupart d'entre elles, étaient en situation d'urgence, et c'est généralement ce qu'ont fait

nos concitoyens. » Bien sûr, elle ne « croit pas que des clôtures aident ». « C'est vain », a-t-elle dit.

Résultat : sa popularité est en nette baisse. 54 % des Allemands sont aujourd'hui satisfaits de sa politique. Ils étaient 63 % le 3 septembre. Au moins Angela Merkel a-t-elle reçu le soutien des Eglises. Dans un entretien à la *Süddeutsche Zeitung* Heinrich Bedford-Strohm, président du conseil de l'Eglise protestante d'Allemagne, se dit « impressionné » par M^{me} Merkel, par la façon « dont elle cherche à concilier humanisme et action politique. (...) Mais nous ne devons pas abandonner des valeurs qui sont fondamentales pour

notre pays. (...) La chancelière cherche à trouver ce chemin. Cela mérite un grand respect ».

Solidarité des Européens

De son côté, le cardinal Marx, président de la conférence des évêques allemands, raconte : « Nous l'avons rencontrée avec d'autres représentants de la société civile, des entreprises et des syndicats. Et tous ceux qui étaient assis à la table, les pompiers, les associations sportives, et nous aussi, les Eglises, avons dit : ça ne va pas être facile, mais nous pouvons y arriver. »

De son côté, le président de la République, Joachim Gauck, a jugé que l'intégration des réfugiés

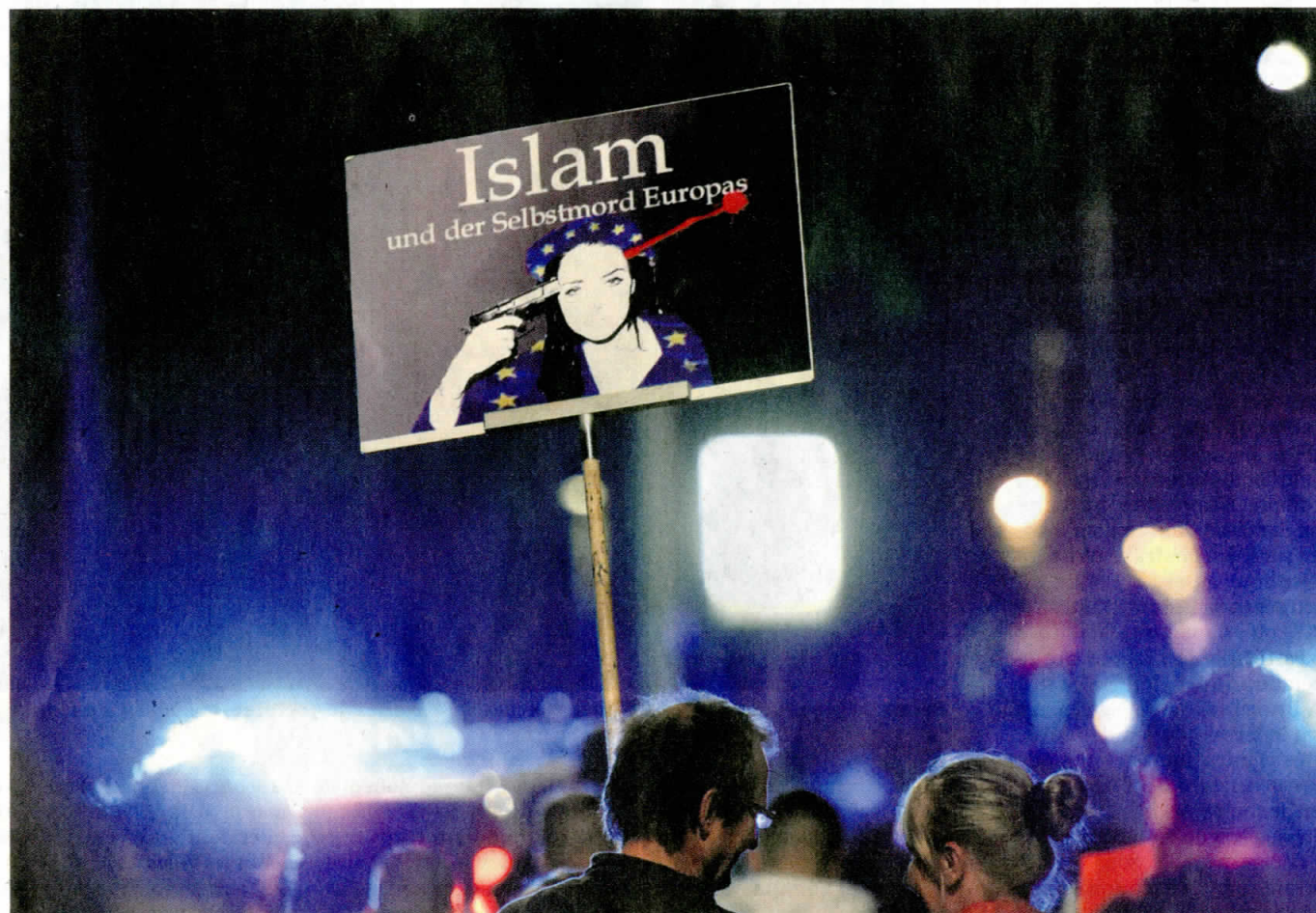
« Nous devons réduire sensiblement le nombre de réfugiés »

SIGMAR GABRIEL
vice-chancelier
et président du SPD

constitue un défi aussi important que la réunification. « A la différence d'alors, il faut faire se rejoindre des choses qui n'allaient jusqu'ici pas ensemble », a-t-il fait remarquer, précisant que « nos valeurs ne sont pas négociables ». Et le président de citer notamment l'égalité des droits des femmes, le respect de l'identité des homosexuels, le refus de tout antisémitisme et la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël. Manifestement, Joachim Gauck, dont la fonction est essentiellement symbolique mais qui jouit d'une réelle autorité morale, est plus réservé que la chancelière sur la capacité d'intégration de la plupart des réfugiés même s'il se félicite que l'Allemagne soit plus ouverte aux étrangers qu'elle ne l'était après la réunification.

La chancelière a en tout cas besoin de la solidarité des Européens pour essayer d'alléger le flux de migrants accueillis en Allemagne. Cela devrait être l'essence de l'intervention commune qu'elle va faire avec François Hollande, mercredi 7 octobre, devant le Parlement européen. Outre une volonté évidente de mettre en scène le moteur franco-allemand, les deux dirigeants insisteront sur les valeurs qui doivent être celles de l'Europe. M^{me} Merkel l'a indiqué, samedi 3 octobre : « François Hollande et moi allons clairement dire que nous [les Européens] sommes une communauté de valeurs, une communauté de solidarité qui doit aussi clairement répartir les devoirs », entre ses membres. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE



Manifestation du groupe islamophobe Pegida, à Dresde, dans l'est de l'Allemagne, le 5 octobre. JENS MEYER/X